

Événement

ÉLECTIONS RÉGIONALES MARS 2010



«Nous ne nous présentons pas pour faire de la figuration mais pour gagner»

affirme Alain Bocquet, tête de liste du Front de gauche devant 2000 personnes réunies à Gayant expo à Douai.

QUELQUE 2000 militants ont donné le départ, samedi à Douai, de la campagne des élections régionales dans le Nord/Pas-de-Calais. Avant que Alain Bocquet ne prenne la parole, les participants à ce meeting ont pu apprécier un film diffusé sur écran géant donnant la parole à de nombreux acteurs du mouvement social témoignant de la situation dans leurs entreprises publiques ou privées, ou dans leur vie de tous les jours. Portant leur espoir dans le Front de gauche, ils appellent à voter pour la liste qui sera conduite par Alain Bocquet.

C'est ainsi que Frank Vandecasteele, chanteur de Marcel et son orchestre, appelle au combat pour que cette liste arrive en tête le 14 mars prochain. C'est aussi Marc Dolez, député et cofondateur du parti de gauche qui espère en une institution régionale qui agisse face à un capitalisme débridé et Nicole Taquet, de la gauche unitaire qui compte sur l'élargissement du Front de gauche et son dynamisme pour répondre aux attentes populaires. Hervé Poly, secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais du PCF salue ensuite le public au nom de sa fédération et de celle du Nord.

Le responsable politique rappela brièvement les grandes valeurs qui ont forgé l'identité de la région insistant notamment sur la solidarité, le courage, l'esprit de résistance...

Alain Bocquet poursuit sur le même chemin quand il déclare ensuite que la liste du Front de gauche affiche clairement ses couleurs : «*Le peuple du Nord/Pas-de-Calais, solidaire, digne et debout pour une région enfin respectée*».

Le député communiste fit d'abord l'état de la France après deux ans et demi de mandat présidentiel et à cent jours des élections régionales.

Celles-ci se préparent dans une situation générale en pleine évolution, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques grandissantes.

Des urgences auxquelles il devient chaque jour plus pressant d'apporter des réponses. Pour Alain Bocquet, il est de plus en plus évident que Nicolas Sarkozy veut effacer en cinq ans les grandes conquêtes sociales de la France, celles de 1936, celles de 1945, celles de 1968 et toutes celles acquises lors des luttes ouvrières.

«*Nous allons poser les vraies questions*»

Cette phrase n'a pas été lâchée à la légère par l'orateur qui dénonce les énormes contradictions de la politique de Nicolas Sarkozy. Après avoir rappelé que celui-ci «*devait ramener le capitalisme à la raison*», Alain Bocquet fait état de la réalité avec l'aggravation de la crise capitaliste. Chômage, fermetures d'entreprises, plans de licenciements, inégalités et pauvreté, crise agricole et alimentaire, alertes écologiques...

lire suite page 4

RECOMPOSITION OU RÉSISTANCE

é Les annonces successives des différentes réformes dictées par le Gouvernement peuvent donner une impression de patchwork tant elles paraissent variées : attaques de la fonction publique, réduction généralisée des dépenses publiques, casse du code du travail et de la sécurité Sociale, réformes fiscales au profit de quelques grands possédants ou décideurs financiers. Plus récemment c'est la réforme de toute l'organisation territoriale de notre République qui a été mise en chantier par le Pouvoir central. A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde cohérence à ce programme aussi ambitieux que destructeur. La ligne ayant été définie par le Medef l'organisation UMP-Élyséenne s'occupe de tout.

C'est du moins ce qu'affirme Denis Kessler figure importante du grand patronat qui affirme de manière on ne peut plus claire, en saluant au passage le courage politique de Nicolas Sarkozy : «*il faut sortir de 1945 et défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la résistance*».

Le Président de la République est pragmatique et sa communication particulièrement efficace pour démontrer au quotidien son modernisme.

Au plan économique, dans un contexte marqué par la hausse des profits bancaires et l'effondrement de l'emploi ; 45000 inscrits supplémentaires de plus sont recensés à Pôle Emploi depuis septembre et un chômage partiel qui frappe tous les secteurs de l'économie. Le Gouvernement prêche le fatalisme

et la nécessité absolue de «*s'adapter aux évolutions de notre monde*». La traduction concrète de cette sémantique bien réfléchi et relayée par les grands médias sous tutelle du pouvoir est pourtant simple : la France abandonne toute politique industrielle et ne tire désormais que 12% de sa richesse, deux fois moins qu'en Allemagne. Notre Région a perdu quant à elle 46000 emplois industriels entre 2000 et 2007. Le Gouvernement du Conseil Régional-PS-Verts- a décidé de prendre en charge la compétence économique alors que la Loi ne l'obligeait en rien à prendre cette décision. A l'époque le Groupe Communiste au Conseil Régional s'y était opposé en soulignant les risques d'une telle démarche qui conduirait fatalement l'Institution à accompagner les restructurations et les délocalisa-

tions décidées par le Medef et l'État sans pouvoir y opposer la moindre résistance. Les faits sont là et ce n'est pas du côté de l'actuel exécutif régional qu'il faut attendre les résistances nécessaires pour redonner vie à nos territoires.

La sphère publique n'est pas épargnée et complète la cohérence d'ensemble que souhaite imposer l'État. Comme pour la casse des services publics, le pouvoir actuel regarde l'organisation territoriale de la France comme une anomalie.

Ainsi que ce soit dans le domaine du «*Privé*» ou celui du secteur Public cette politique a un sens : mettre la France aux normes de l'ultralibéralisme et adapter notre pays au système capitaliste mondialisé.

Pour atteindre son but Nicolas Sarkozy doit déstabiliser et défaire les équilibres installés depuis des

décennies en détruisant les acquis sociaux acquis au fil des ans par les luttes de millions de salariés. Recomposer la France au nom des impératifs de la compétitivité du pays et de son adaptation au système capitaliste ou résister pour mieux vivre demain : cette alternative sera au cœur du débat des prochaines élections régionales de Mars 2010. Elle définira sans aucun doute la ligne de démarcation entre ceux qui se contentent de gérer la misère et ceux qui veulent insuffler un nouvel espoir pour notre région et notre pays. C'est le sens que donnera la liste que conduira Alain Bocquet : «*Debout, ensemble, pour vivre avec dignité dans une région enfin respectée*» : tout est dit il n'y a plus qu'à.

A Bientôt.

Jean-Luc Flahaut